

Renseignor

Le Renseignement ouvert par la radio

N°1286 le 25 juin 2023

Dans ce numéro

Début du retrait de la force de l'Union africaine déployée en Somalie...

(Page 2)

Les services de renseignement allemands mettent en garde contre une intensification de l'espionnage russe...

(Page 3)

Aux États-Unis, publication d'un rapport évoquant les différents scénarios de l'utilisation de l'arme nucléaire par la Corée du Nord...

(Page 4)

Manœuvres de la marine russe en mers d'Okhotsk et du Japon...

(Page 5)

La France ne s'associera pas au projet allemand de bouclier antimissile...

(Page 6)

Chypre envisagerait l'achat de chars de combat israéliens Merkava...

(Page 7)

FORMULATION DES ARTICLES

Les textes sont des relevés d'écoute radio ; la formulation est donc celle du média cité.

Nous ne corrigeons que quelques fautes mineures de langue française. Les titres, par contre, sont de la rédaction.

La Chine envisagerait de construire un centre d'entraînement militaire à Cuba...

Le *Wall Street Journal* affirme que la Chine négocie avec Cuba pour construire un centre d'entraînement militaire conjoint dans ce pays des Caraïbes. Citant des responsables américains actuels et anciens, l'influent journal américain a rapporté mardi que des négociations sont en cours entre la Chine et Cuba pour établir l'installation sur la côte nord de la nation insulaire. Le rapport indique que l'administration américaine de Joe Biden est préoccupée par le fait que cette décision pourrait conduire au stationnement des troupes chinoises et d'autres opérations de sécurité et de renseignement à seulement 100 miles au large des côtes de la Floride. L'attachée de presse adjointe du Pentagone, Sabrina Singh, a évité de commenter directement le rapport lorsqu'elle a parlé aux journalistes mardi. Mais elle a déclaré que le gouvernement américain est conscient que la Chine continue d'exprimer son intérêt pour l'hémisphère occidental et veut étendre sa présence militaire. Elle a dit : « Nous allons continuer à surveiller cela ». Le gouvernement américain a annoncé la semaine dernière que la Chine dispose d'installations de collecte de renseignements à Cuba et a augmenté le nombre de telles installations en 2019. Washington est de plus en plus préoccupé par la tentative de Pékin d'intensifier ses activités militaires près du territoire américain.

(Radio Japon international, le 21-06-2023)

Forte augmentation du chiffre d'affaires d'une usine d'armement tchèque depuis le début de la guerre en Ukraine...

L'usine d'armement Excalibur Army a plus que triplé son chiffre d'affaires, qui a atteint un montant record de 13,506 milliards de couronnes l'année dernière, contre 2,497 milliards de couronnes en 2021, principalement en raison des livraisons d'équipements militaires à l'Ukraine envahie par la Russie. Le bénéfice net de l'entreprise d'armement a été multiplié par sept, passant de 221,8 millions de couronnes en 2021 à 1,656 milliard de couronnes, ce qui constitue également le chiffre le plus élevé de l'histoire de l'entreprise, selon le rapport annuel d'Excalibur Army, qui fabrique, modernise et répare des équipements militaires à Sternberk, Olomouc. L'entreprise appartient au holding d'ingénierie et d'armement Czechoslovak Group (CSG). L'entreprise a livré une centaine de pièces d'équipement militaire à l'Ukraine, notamment des systèmes d'artillerie, des lance-roquettes et des véhicules de combat d'infanterie, en plus de chars T-72 modernisés. Il y a quelque temps, Excalibur Army a obtenu un contrat pour la modernisation d'une centaine de chars T-72, financée par les États-Unis et les Pays-Bas dans le cadre de l'aide militaire à l'Ukraine. L'entreprise a également préparé d'anciens chars T-72 pour l'armée ukrainienne l'année dernière.

(Radio Prague international, le 21-06-2023)

... TERRORISME ...

Plus de 14 000 membres présumés du PKK se trouveraient en Allemagne...

« Le PKK reste l'organisation la plus nombreuse d'Allemagne avec 14 500 partisans » a déclaré Thomas Haldenwang, chef de l'agence allemande de renseignement intérieur, l'Office fédéral pour la protection de la Constitution (BfV), lors d'une conférence de presse conjointe avec la ministre de l'Intérieur Nancy Faeser à Berlin. Dans sa campagne de terreur de plus de 35 ans contre la Turquie, le PKK - répertorié comme organisation terroriste par la Turquie, les États-Unis et l'UE - a été responsable de la mort de plus de 40 000 personnes, dont des femmes, des enfants et des nourrissons. La Turquie s'est plainte que malgré le statut illégal du groupe, les pays de l'Union européenne ont longtemps fermé les yeux sur ses activités sur leur sol, y compris les médias, les manifestations pro-terroristes et la violence menaçant les bureaux diplomatiques turcs et les ressortissants turcs à l'étranger. Dans le rapport publié l'année dernière, il était rappelé que les activités de l'organisation terroriste PKK avaient été interdites en Allemagne le 22 novembre 1993 et qu'elle figurait sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne (UE) depuis 2002. L'étude souligne également que le PKK a collecté environ 16,7 millions d'euros lors de sa « campagne de dons » en 2021 sur le territoire allemand, et plus de 30 millions d'euros en Europe.

(La voix de la Turquie, le 21-06-2023)

Début du retrait de la force de l'Union africaine déployée en Somalie....

La force de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) a annoncé mercredi avoir commencé à se retirer de ce pays fragile de la Corne de l'Afrique, et ce conformément à une résolution de l'ONU. La Somalie, l'un des pays les plus pauvres de la planète, fait face depuis plus de 15 ans à une insurrection du groupe Al-Shabaab affilié à Al-Qaïda. Pour contrer cette insurrection, l'Union africaine a déployé en 2007 une force composée de 20 000 militaires, policiers et civils venus d'Ouganda, du Burundi, de Djibouti, d'Éthiopie et du Kenya, baptisée AMISOM. L'ATMIS a ensuite pris le relais de l'AMISOM en avril 2022, avec pour objectif de céder l'entière responsabilité de la sécurité du pays aux forces somaliennes fin 2024. L'ATMIS a commencé à se retirer de Somalie, en accord avec une résolution de l'ONU qui entérine le retrait de 2 000 soldats d'ici fin juin 2023, selon un communiqué de la force de l'Union africaine. Des soldats somaliens ont pris le relais des forces de l'ATMIS sur une base de l'État de Hirshabelle, dans le centre du pays, poursuit le communiqué. Le président somalien Hassan Sheikh Mohamoud a déclaré une guerre totale aux shabaab, et a lancé en septembre une offensive militaire, notamment appuyée par des frappes aériennes américaines. Mais les shabaab continuent de mener des attentats sanglants en représailles, soulignant leur capacité à frapper au cœur des villes et des installations militaires somaliennes. Fin mai, les shabaab ont revendiqué une attaque contre une base tenue par des militaires ougandais de l'Union africaine à Bulo Marer, à 120 km au sud-ouest de la capitale Mogadiscio. Selon les autorités ougandaises, 54 soldats ont été tués dans cette attaque, l'une des plus meurtrières ces derniers mois dans le pays. Al-Shabaab a également revendiqué l'attaque d'un hôtel de la capitale somalienne en juin, qui a fait neuf morts (six civils et trois membres des forces de sécurité). Dans un rapport au Conseil de sécurité de l'ONU en février, le secrétaire général Antonio Guterres a affirmé que 2022 avait été l'année la plus meurtrière pour les civils en Somalie depuis 2017, en grande partie à cause des attaques des shabaab.

(La voix de la Turquie, le 21-06-2023)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Renforcement de la surveillance des ressortissants russes présents en République tchèque...

Le président Petr Pavel a démenti dimanche sur *CNN Prima News* qu'il demanderait la surveillance de tous les citoyens russes en Tchéquie après l'interview publiée jeudi par *Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL)*. Il avait comparé la situation au régime de surveillance stricte dans lequel les Japonais ont vécu aux États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, ce qui lui a valu des critiques. « J'ai utilisé l'expression surveillance des services de renseignement et je devrais peut-être l'expliquer. Contrôler ne signifie pas contrôler chaque citoyen russe. Il s'agit de surveiller de manière générale ce qui se passe dans la communauté et de réagir aux facteurs de risque du comportement, car c'est une mesure qui permet de contrôler la sécurité de nos citoyens » a déclaré le président Pavel. Il a mentionné les explosions en 2014 d'un complexe de munitions à Vrbeřice que les services de renseignement tchèques attribuent aux services secrets russes, le GRU. « C'est un pays qui nous

appelle son ennemi. Un pays qui, par la bouche de ses hauts représentants, menace d'autres pays de frappes militaires, y compris l'utilisation d'armes nucléaires. C'est un pays qui a commis un acte de terrorisme dans notre pays. Autant de raisons qui devraient nous inciter à nous méfier des citoyens russes qui vivent sur notre territoire » a déclaré le chef de l'État.
(*Radio Prague international, le 19-06-2023*)

Les services de renseignement allemands mettent en garde contre une intensification de l'espionnage russe...

L'agence allemande de sécurité intérieure, l'Office fédéral pour la protection de la Constitution (BfV), a lancé une mise en garde concernant le risque d'une opération d'espionnage agressive de la part de la Russie. Alors que Moscou poursuit son invasion à grande échelle en Ukraine, les sanctions occidentales contre la Russie et le soutien apporté à l'Ukraine par les pays occidentaux suscitent un intérêt accru du Kremlin pour la collecte d'informations, selon le rapport annuel du BfV. Habituellement, les dirigeants du Kremlin se tournent vers les services de renseignement russes en temps de guerre, souligne la ministre de l'Intérieur allemande, Nancy Faeser. Ces avertissements interviennent après l'expulsion mutuelle de diplomates russes et allemands, et la limitation du nombre de membres du personnel allemand autorisés à rester en Russie. En réponse, l'Allemagne a ordonné la fermeture de plusieurs consulats de Moscou sur son territoire. Le BfV prévient ainsi que la Russie risque d'intensifier ses opérations d'espionnage de manière plus clandestine et agressive à l'avenir, ainsi que ses activités cybernétiques. Le BfV a également désigné la Chine comme une menace majeure en matière d'espionnage économique, scientifique et d'investissements étrangers directs en Allemagne. La Turquie, l'Iran et la Corée du Nord sont aussi cités comme des acteurs impliqués dans des opérations de renseignement en Allemagne.

(*I24News, le 20-06-2023*)

Selon Thomas Haldenwang, chef de l'agence allemande de renseignement intérieur, la menace d'espionnage, d'influence illégitime, de campagnes de désinformation et de cyberattaques a augmenté, en grande partie en raison de la guerre de la Russie contre l'Ukraine. « Les principaux acteurs de ces activités dirigées contre l'Allemagne sont la Fédération de Russie, la République populaire de Chine et la République islamique d'Iran, chacune avec un objectif différent ». Mme Faeser a fait écho à ces remarques en soutenant : « La guerre d'agression criminelle de la Russie contre l'Ukraine a changé la situation sécuritaire dans toute l'Europe. Nous avons pris des mesures énergiques pour nous armer contre l'espionnage, les campagnes de désinformation et les cyberattaques. Le rapport des services de renseignement montre que les extrémistes deviennent plus violents et plus jeunes, et que les idéologies se mélangent de plus en plus » a encore indiqué la ministre allemande de l'Intérieur.

(*La voix de la Turquie, le 21-06-2023*)

Un groupe de renseignements diplomatiques créé par le ministère sud-coréen des Affaires étrangères...

Le ministère des Affaires étrangères vient de fonder le « groupe de renseignements diplomatiques ». Il s'agit d'un organisme chargé de rédiger des rapports avec les données recueillies depuis le siège principal et les 167 missions diplomatiques à l'étranger pour les remettre au Bureau présidentiel de Yongsan. Il a une forme de groupe de travail temporaire. Son porte-parole Lim Soo-suk a déclaré ce matin que des efforts ont toujours été déployés pour renforcer le rôle du ministère d'analyser et de rapporter les relations avec les pays étrangers ainsi que les circonstances internationales. Pour réaliser les visions du gouvernement, d'après le ministère, il est essentiel de passer en revue les enjeux qui entourent le Pays du matin clair, avant de rappeler qu'un tel organisme a déjà existé dans le passé. Il a expliqué que le calendrier diplomatique était rempli au premier semestre et que l'exécutif avait différents dossiers à traiter, c'est pourquoi une analyse approfondie était nécessaire dans le domaine diplomatique.

(*KBS World Radio, le 21-06-2023*)

La France chercherait à renforcer la surveillance des journalistes à l'aide de logiciels espions...

La législation européenne sur la liberté des médias a pour but de protéger le pluralisme et l'indépendance des médias et d'empêcher l'ingérence des gouvernements a écrit *Politico*. La France a tout mis en œuvre pour une modification de la loi sur les médias via une dérogation générale pour des raisons de sécurité nationale a confié *Politico*, citant des sources proches du dossier. Sous la pression

du ministère de l'Intérieur et des services de renseignement, Paris cherche à amender la loi de sorte qu'il soit possible pour les services gouvernementaux d'installer des logiciels espions sur les appareils de communication des journalistes a poursuivi *Politico*. Cette décision a été prise après que le Sénat a adopté un projet de loi qui permettrait au gouvernement d'activer à distance les microphones et les caméras des appareils électroniques des journalistes si ces derniers sont soupçonnés d'avoir commis des crimes graves. Le scandale du logiciel espion *Pegasus* a éclaté dans certains pays européens l'année dernière. Ce logiciel, conçu par un groupe israélien, est vendu uniquement aux agences gouvernementales et il est utilisé pour espionner les téléphones portables. *Pegasus* intercepte à la fois les conversations téléphoniques et accède aux informations stockées dans les téléphones, les caméras et les microphones.

(*Press TV, le 21-06-2023*)

Moscou aurait envisagé d'éliminer un ancien membre des services de renseignement russes réfugié aux États-Unis...

Des agents russes auraient tenté d'assassiner un ancien agent russe devenu informateur de la CIA sur le sol américain en 2020 selon plusieurs sources citées par le *New York Times*. Cette tentative d'assassinat aurait eu un impact significatif sur les relations entre les États-Unis et la Russie selon le journal. La cible du complot d'assassinat, ordonné par Vladimir Poutine, était Alexandre Poteïev, un ancien agent russe qui a été retourné avant de s'installer aux États-Unis. La défection de Poteïev a donné lieu à une importante opération de contre-espionnage qui a abouti à la capture et à l'expulsion de près d'une douzaine d'espions russes implantés le long de la côte est des États-Unis. De toute évidence, les agents russes cherchaient à se venger des transfuges comme Poteïev qui vivaient à l'étranger. Selon trois anciens hauts fonctionnaires américains cités par le *New York Times*, les agents russes auraient organisé une opération pour traquer Poteïev dans sa nouvelle résidence à Miami en 2020. Un scientifique mexicain du nom de Hector Alejandro Cabrera Fuentes aurait été impliqué de force dans ce complot. Sa famille aurait été retenue en Russie, ce qui l'aurait contraint à louer un appartement près de la résidence de Poteïev pour surveiller ses activités. Sous les instructions de ses supérieurs russes, Fuentes aurait suivi Poteïev. Lui et sa femme auraient été repérés par des agents de sécurité et des caméras de surveillance alors qu'ils prenaient en photo la plaque d'immatriculation de Poteïev. Conscients que sa couverture était compromise, le couple a tenté de fuir au Mexique, mais a été arrêté à la frontière américaine. Les responsables américains supposent que Fuentes ne connaissait pas l'objectif final de l'opération et qu'il était probablement chargé de fournir des informations préliminaires sur la localisation de Poteïev. Bien que le gouvernement américain n'ait pas publiquement reconnu l'opération, le *New York Times* estime qu'elle aurait joué un rôle important dans l'expulsion d'environ onze diplomates russes en avril 2021, dont un haut responsable du Service de renseignement extérieur (SVR) russe.

(*124News, le 22-06-2023*)

Aux États-Unis, publication d'un rapport évoquant les différents scénarios de l'utilisation de l'arme nucléaire par la Corée du Nord...

Aux États-Unis, le Bureau du directeur du renseignement national (ODNI) a rendu public hier un rapport sur les scénarios pour l'utilisation d'armes nucléaires par la Corée du Nord à l'horizon 2030. Un compte-rendu élaboré en janvier par le Conseil des agences de renseignement national (NIC). Selon les termes de ce document, il est possible que le pays communiste s'en serve dans le cadre de trois différentes stratégies, de nature coercitive, offensive et défensive respectivement, et parmi elles, la première est la plus plausible. Plus précisément, il s'agit de brandir la menace nucléaire pour atteindre son objectif politique, tout en gérant le niveau des tensions en vue de minimiser le risque de représailles qui représenterait un danger pour son régime. Quant à la stratégie offensive, elle consiste à avoir recours à la bombe atomique pour chambouler fondamentalement les rapports de force dans la péninsule. Et celle de nature défensive vise à l'utiliser seulement pour se protéger contre une attaque. Toujours selon le rapport du NIC, il y a de fortes chances que le royaume ermite continue de réclamer son statut de puissance nucléaire pour soutenir la diplomatie coercitive et que Kim Jong-un mobilise différents moyens en ce sens et une menace offensive pour sa propre sécurité. Pourtant, le renseignement américain a jugé peu probable pour le dirigeant nord-coréen de faire le choix offensif de scinder l'alliance sud-coréano-américaine et de disposer d'une supériorité évidente, politique et militaire, dans la péninsule.

(*KBS World Radio, le 23-06-2023*)

Il n'existe aucune preuve de la création du Covid-19 en laboratoire en Chine selon un rapport des services de renseignement américains...

Le renseignement américain a assuré dans un rapport rendu public vendredi qu'il n'avait aucune preuve indiquant que le Covid-19 avait été créé dans un laboratoire en Chine, sans trancher sur l'origine de la pandémie. Washington écrit n'avoir aucune information pour soutenir l'affirmation, apparue récemment, selon laquelle trois scientifiques du laboratoire de virologie de Wuhan auraient été parmi les premiers infectés par le Covid-19 et auraient pu avoir créé le virus lui-même. Le bureau qui coordonne l'ensemble des agences américaines de renseignement (ODNI) écrit dans ce rapport déclassifié que des scientifiques du laboratoire ont mené des manipulations génétiques sur des coronavirus proches du Covid-19. Mais les États-Unis n'ont aucune information selon laquelle ils auraient fait cela sur le virus du Covid-19 lui-même (SARS-CoV-2) ou une souche très proche. La publication de ce rapport destiné au Congrès intervient trois mois après que des parlementaires ont demandé davantage d'éléments sur ce que sait le renseignement américain des origines du Covid-19, apparu en Chine fin 2019. L'ODNI, s'il exclut la théorie de l'ingénierie génétique, assure que les différents services de renseignement sont divisés entre deux théories, et ne tranchent pas : une apparition naturelle de la pandémie, par exemple par transmission animale, et une fuite accidentelle de laboratoire. Les coronavirus étudiés dans le laboratoire de Wuhan avec l'armée chinoise étaient trop éloignés pour avoir participé à la création du SARS-CoV-2 note le document qui rejette vivement l'hypothèse d'une arme biologique. Le rapport de synthèse s'attaque aussi à la théorie selon laquelle trois des scientifiques travaillant sur des coronavirus dans ce laboratoire auraient contracté le Covid-19 alors qu'il apparaissait. Washington écrit que quelques chercheurs sont tombés malades à l'automne 2019, certains avec les symptômes du Covid-19, d'autres non. La communauté du renseignement continue d'estimer que cette information ne confirme ni n'infirme aucune hypothèse sur les origines de la pandémie, car les symptômes des chercheurs ont pu être causés par de nombreuses maladies note encore le rapport. La majorité de la communauté scientifique privilégie l'hypothèse d'une transmission par un animal sauvage.

(La voix de la Turquie, le 24-06-2023)

... MILITAIRE ...

Manœuvres de la marine russe en mers d'Okhotsk et du Japon...

Des avions de lutte anti-sous-marine de la Flotte russe du Pacifique ont effectué un ravitaillement en vol et se sont entraînés à repérer et à éliminer un sous-marin. Des manœuvres de la Flotte russe du Pacifique se déroulent dans les mers d'Okhotsk et du Japon du 5 au 20 juin a annoncé le ministère russe de la Défense. Pendant un épisode des exercices, des avions de lutte anti-sous-marine, qui ont décollé d'un aérodrome du Kamtchatka, ont dû rechercher un sous-marin fictif pour transmettre ses coordonnées aux groupes d'assaut navals. Des chasseurs MiG-31 ont escorté ces avions à certains moments. Les exercices engagent 60 navires, 35 avions et plus de 11 000 militaires.

(Radio Sputnik, le 19-06-2023)

La Corée du Sud en passe de créer un commandement des opérations de drone...

Un nouveau décret présidentiel doit être entériné aujourd'hui en conseil des ministres. Il s'agit de créer un commandement des opérations de drone afin de faire face aux provocations nord-coréennes à l'aide de cet aéronef sans équipage. C'est ce qu'a annoncé le Premier ministre qui a présidé la réunion. Han Duck-soo a alors tenu à rappeler que l'an dernier, le Nord a fait voler ses engins dans l'espace de son voisin du Sud, et ce bien sûr sans permission, avant d'ajouter que pour réagir à de nouvelles bravades de cette nature, de façon efficace et écrasante, le commandement en question verra le jour. Dans le même temps, le chef du gouvernement a enjoint le ministère de la Défense et l'état-major interarmées (JCS) à déployer tous leurs efforts afin que le nouveau QG puisse accomplir sa mission au plus vite et parfaitement. Il a poursuivi que le régime de Kim Jong-un doit comprendre qu'aucune tentative de « secouer la Corée du Sud et la communauté internationale » ne réussira. C'est en avril dernier que le ministère a notifié au préalable l'établissement du décret présidentiel permettant le lancement du commandement, avec à sa tête un général.

(KBS World Radio, le 20-06-2023)

Le détroit de Taïwan emprunté par un navire des garde-côtes américains...

Le ministère de la Défense taïwanais a indiqué qu'un navire américain de garde-côtes avait transité à

travers le détroit de Taïwan aujourd'hui. Le ministère a déclaré que le passage du navire américain avait pour mission de réaffirmer le principe de liberté de navigation dans le détroit de Taïwan. Le navire, a précisé le ministère, a traversé le détroit en arrivant du sud et en direction du nord. La Défense a ajouté que l'armée taïwanaise surveillait de près les eaux et l'espace aérien environnants pendant le passage du navire et qu'aucune activité anormale n'avait été détectée. Le passage du navire américain intervient un jour après qu'un bateau de la marine chinoise, accompagné par le porte-avions chinois *Shandong*, a traversé le détroit. Notons que Taïwan a observé, outre le porte-avions chinois *Shandong*, que 22 appareils chinois avaient survolé le détroit de Taïwan entre 6 heures hier et 6 heures ce matin. (Radio Taïwan international, le 22-06-2023)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

La France ne s'associera pas au projet allemand de bouclier antimissile...

Berlin a récemment lancé un projet de bouclier antimissile auquel Paris refuse de s'associer. Emmanuel Macron a annoncé que le SAMP/T de fabrication franco-italienne est désormais déployé en Ukraine. Il protège des installations clés et des vies. Ce déploiement intervient quatre mois après la promesse du président français à son homologue ukrainien. Le SAMP/T est le premier système antimissile européen à moyenne portée. M. Macron a aussi annoncé que la France, la Belgique, l'Estonie, la Hongrie et Chypre ont signé une lettre d'intention pour l'acquisition de systèmes de défense antiaérienne *Mistral*, des missiles sol-air de très courte portée. Ces annonces interviennent alors que la France continue d'espérer une harmonisation des politiques européennes de défense en faisant valoir que l'UE ne doit pas dépendre des États-Unis pour sa sécurité et qu'elle doit produire plus d'armements sur son sol. À cet égard, Paris estime que ce projet lancé par Berlin n'est pas compatible avec cet objectif stratégique. En effet, le projet allemand s'appuie non seulement sur des systèmes antiaériens allemands pour la courte portée, mais aussi sur des *Patriot* américains pour la moyenne portée et sur des missiles de fabrication américano-israélienne pour la longue portée. Ce projet allemand réunit seize pays de l'OTAN plus la Suède, mais pas la France ni la Pologne. (Radio Vatican, le 20-06-2023)

Plusieurs pays européens envisageraient l'achat d'un millier de missiles sol-air *Mistral*...

« La France, la Belgique, l'Estonie, la Hongrie et Chypre vont acheter conjointement des missiles sol-air *Mistral* » a déclaré lundi soir le président français Emmanuel Macron. Il a fait cette annonce en clôture d'une réunion ministérielle de défense d'une vingtaine de pays européens, tenue en marge du Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace (SIAE) de Paris-Le Bourget, en banlieue nord de Paris. Cet achat conjoint de plus de 1 000 missiles, selon l'entourage présidentiel cité par l'AFP, vise une gamme qui est tout à fait pertinente et qui n'était pas assez couverte, a souligné M. Macron. Le *Mistral* est un système d'arme sol-air à très courte portée destiné à compléter la couverture sol-air du corps blindé et mécanisé. Il assure aux unités isolées leur propre défense antiaérienne. (Radio Chine internationale, le 20-06-2023)

Coopération entre le Tchèque Primoco UAV et l'Européen Airbus dans le domaine des drones...

Le fabricant tchèque de drones Primoco UAV va coopérer avec le constructeur européen Airbus dans le domaine des systèmes aériens sans pilote. L'entreprise tchèque développe et fabrique des drones civils et militaires capables de voler de manière totalement autonome selon des plans de vol programmés. Le protocole d'accord a été signé par des représentants de Primoco UAV SE, d'Airbus Defence and Space et de sa filiale Airbus DS Airborne Solutions. Selon le communiqué de presse commun, l'objectif est de combiner l'expertise des deux sociétés, Airbus apportant son expérience en matière de navigabilité et se concentrant sur le marché international des services de drones. Les drones civils et militaires *One 150*, fabriqués par Primoco UAV, décollent et atterrissent de manière entièrement automatisée, ont une vitesse de croisière de 120 kilomètres/heure, peuvent rester dans les airs jusqu'à 15 heures d'affilée et ont un rayon d'action de 2 000 kilomètres. (Radio Prague international, le 20-06-2023)

Un projet de loi pour définir comme prioritaires les livraisons d'armes américaines à Taïwan...

Les sénateurs américains Dan Sullivan et Rick Scott viennent de proposer un projet au sein de la commission des Affaires étrangères du Sénat pour que le secrétaire américain à la Défense veille à ce que les armes et services de défense que Taïwan a achetés via le système de ventes militaires à l'étranger (Foreign Military Sales) puissent être traités de manière prioritaire. Dan Sullivan a réitéré que

tout le monde s'accorde à dire que Taïwan fait face à une menace sérieuse et immédiate de la part du Parti communiste chinois, mais que le retard accusé dans la livraison des ventes d'armes à Taïwan s'accumule déjà à une valeur de plus de 19 milliards de dollars américains (environ 17 milliards d'euros). Il a précisé que ces armements ne sont pas des dons des États-Unis, mais des achats opérés par Taïwan qui ne les recevra pourtant pas avant la fin des années 2020. Le sénateur américain estime que Washington se doit de résoudre le problème de retard des livraisons d'armements, ajoutant que Taïwan devait être en tête de liste des priorités de livraisons américaines.
(Radio Taïwan international, le 23-06-2023)

Chypre envisagerait l'achat de chars de combat israéliens *Merkava*...

Des négociations avancées sont en cours entre Israël et deux clients étrangers pour la vente de chars de combat *Merkava* d'occasion selon Ya'ir Kulas, directeur de la coopération internationale en matière de défense. Bien que l'un des clients reste encore inconnu, des sources ont révélé au journal *Haaretz* que l'un des pays en pourparlers avec Israël serait Chypre, membre de l'Union européenne. Le ministère israélien de la Défense n'a pas confirmé cette hypothèse affirmant simplement dans un communiqué : « En raison de la guerre en Europe, plusieurs pays ont manifesté leur intérêt pour des équipements israéliens, y compris des chars *Merkava* retirés du service il y a quelques années. Les négociations n'ont pas encore abouti ». Des déclarations sur l'importance des relations dans le domaine de la sécurité et des contacts fréquents entre les dirigeants des deux pays soutiennent cette hypothèse. Si l'accord est conclu, Chypre pourrait remplacer ses chars AMX-30 ou une partie de ses T-80 d'origine russe, qui pourraient ensuite être livrés à l'Ukraine. Toutefois, certaines sources chypriotes ont démenti cette intention. Chypre doit remplacer ses équipements russes en raison des sanctions imposées par l'Union européenne à Moscou, ce qui rend leur maintenance difficile. Par ailleurs, un tel accord pourrait compliquer les relations d'Israël avec la Turquie, qui considère avec méfiance toute acquisition d'armes par Chypre en raison de sa proximité avec la République turque de Chypre du Nord. Les relations entre Israël et la Turquie ont été rétablies en août 2022 après une longue période de tensions diplomatiques. L'acquisition de chars *Merkava* par Chypre suscite des préoccupations de la part d'Ankara quant à une éventuelle course à l'armement sur l'île.
(I24News, le 24-06-2023)

... CYBERESPACE ...

Le gouvernement taïwanais continuera à renforcer la résilience de la cybersécurité...

Ce matin, la présidente Tsai Ing-wen a décerné des prix aux équipes lauréates de la compétition *Girls in Cybersecurity*. Elle a notamment mentionné dans son discours les élèves du Lycée Datong, pour les solutions qu'elles ont proposées pour lutter contre les achats robotisés de billets de concert, ainsi que les étudiantes de l'Université centrale qui ont tenté de parasiter des photos pour que les visages ne soient pas facilement identifiables par le système de reconnaissance faciale. Selon la présidente, les problèmes que les jeunes femmes ont cherché à résoudre sont dans l'air du temps et elles ont proposé des solutions créatives. Tsai Ing-wen a par ailleurs rappelé que la sécurité informatique c'était aussi la sécurité nationale et que le gouvernement continuera à renforcer la résilience en matière de cybersécurité. S'adressant aux lauréates, la présidente Tsai Ing-wen a affirmé : « Tout le monde s'est rendu compte des défis de la sécurité informatique de cette nouvelle époque à partir de la vie quotidienne, et que le fait de résoudre ces problèmes rend la vie meilleure. Vous êtes toutes des gardiennes de la sécurité nationale. Vos solutions peuvent devenir une référence pour les politiques gouvernementales. Alors que Taïwan est en voie de devenir une nation numérique, le gouvernement renforcera continuellement la résilience de la cybersécurité, à travers les différents ministères, les entreprises et chaque citoyen ». Tsai Ing-wen a rappelé qu'au cours des dernières années, le gouvernement avait organisé de nombreux concours et activités, visant à sensibiliser le public à ces sujets, ainsi que des compétitions internationales. Elle a dit espérer que la compétition *Girls in Cybersecurity* prenne de l'importance, non seulement pour briser les stéréotypes de genre, mais aussi pour cultiver les talents dans le domaine de la cybersécurité.
(Radio Taïwan international, le 20-06-2023)

Les sites internet de la radio tchèque cibles d'une attaque informatique de grande envergure...

La plupart des sites internet de la radio tchèque étaient indisponibles ce jeudi matin, en raison d'une attaque DDoS de grande envergure. Cette attaque par déni de service a lieu le jour même où la radio tchèque organise une grande conférence intitulée « L'Ukraine et les médias », avec de nombreux

invités dont le maire de Kiev, Vitali Klitschko, ou le président tchèque Petr Pavel, ainsi que de nombreux correspondants de guerre comme Martin Dorazín (radio tchèque) ou Petra Prochazková (*Denik N*). Via les réseaux sociaux, le département informatique de la radio tchèque a fait savoir qu'il s'efforçait de remettre en service les sites aussi vite que possible.
(*Radio Prague international, le 22-06-2023*)

Victimes jeudi d'une attaque de type DDoS de grande envergure, les sites de la radio publique tchèque (Cesky rozhlas) ont été partiellement rétablis vendredi. Cette cyberattaque qui visait notamment le portail d'information *iRozhlas.cz* a été organisée le jour où Cesky rozhlas organisait une grande conférence intitulée « L'Ukraine et les médias » avec de nombreux invités dont le maire de Kiev, Vitali Klitschko ou le président tchèque Petr Pavel, ainsi que de nombreux correspondants de guerre comme Martin Dorazín ou Petra Prochazkova. « La cyberattaque a été si massive et étendue qu'il faudra un certain temps pour revenir à ce à quoi nos lecteurs sont habitués. Et honnêtement, à ce moment, je ne peux pas vraiment deviner combien de temps » indique le rédacteur en chef de *iROZHLAS.cz*. D'autres sites de médias tchèques ont indiqué avoir été victimes de cyberattaques jeudi, dont *Voxpot* ou *Refreshr*.
(*Radio Prague international, le 23-06-2023*)

La Corée du Sud interdit l'accès à trois chaînes nord-coréennes présentes sur YouTube...

Sally Parks, Olivia Natasha-YuMi Space DPRK daily et *New DPRK* sont toutes des chaînes nord-coréennes sur YouTube, en langues étrangères, et elles seront désormais interdites en Corée du Sud. En effet, la Commission coréenne des standards de communication (KCSC) a annoncé aujourd'hui avoir bloqué l'accès à la demande du NIS, le Service national du renseignement. Explication : P'yongyang utilise ces *youtubeurs* afin de faire de la propagande en prétendant montrer la vie de tous les jours des habitants nord-coréens, alors que leur vraie vie ne ressemble pas du tout aux images. À force de les visionner, les adolescents du Sud, pourraient donc avoir une fausse idée du régime de Kim Jong-un.
(*KBS World Radio, le 23-06-2023*)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris - 01 53 53 15 30